

Grenoble, le 9 juin 2016

Monsieur Eric PIOLLE
Maire de Grenoble

Lettre ouverte à Eric PIOLLE, Maire de Grenoble

La destruction du service public municipal que vous vous apprêtez à accélérer est la conséquence de votre gestion et ne peut en aucun cas être imputée aux baisses des dotations de l'ETAT

Monsieur le Maire,

Le chef de l'Etat a, à l'occasion du Congrès des Maires de France, annoncé la réduction de la baisse des dotations aux communes et intercommunalités de deux à un milliard d'euros en 2017. François Hollande a également fait le choix de la reconduction du fonds exceptionnel de soutien à l'investissement pour les communes en 2017 lequel passera de un milliard d'euros en 2016 à 1,2 milliard en 2017 dont 600 millions seront consacrés aux priorités que sont la transition énergétique, le logement et l'accessibilité des bâtiments.

A travers les communes, le chef de l'Etat fait ainsi le choix de relancer l'investissement public, moteur essentiel de la croissance et de l'activité économique.

Ces décisions positives pour Grenoble, comme pour toutes les collectivités locales, ont alors mis un coup d'arrêt à votre campagne de dénonciation à Paris dans les médias nationaux de "la baisse monstrueuse de dotations de l'Etat "qui "nous coupe les bras et les jambes" et "nous enlève les moyens d'agir".

Ces annonces doivent aujourd'hui mettre un coup d'arrêt au plan de destruction massive du service public municipal que vous vous préparez à engager.

Pour Grenoble et les Grenoblois, notre groupe vous demande un moratoire sur les coupes sombres que votre majorité a décidé d'engager véritable attaque contre le service public municipal patrimoine de tous les grenoblois et notamment de ceux qui n'en ont pas, les plus défavorisés. Nous souhaitons en outre que les scénarii sur lesquels vous avez travaillé secrètement fasse l'objet d'une concertation et d'une véritable consultation des instances de quartier et des CCI.

Comme d'habitude maintenant, avant chaque débat budgétaire en conseil municipal, vous choisissez d'inquiéter et d'alarmer les Grenoblois en manipulant les chiffres.

Cette communication personnelle atterre les Grenoblois. Ils constatent depuis deux ans les contradictions entre vos discours alarmistes et généreux à Paris et l'action de votre municipalité au quotidien qui répond aux postures adoptées médiatiquement par une véritable casse du service public municipal.

Les Grenoblois vous ont élu pour faire avancer leur Ville, pas pour la faire régresser.

Vous annoncez que « Pour une ville comme Grenoble, c'est 20 millions d'euros en moins sur un budget de fonctionnement de 250 millions »

Il est inadmissible de vous voir procéder à une manipulation éhontée et mensongère des chiffres : la baisse de la Dotation Générale de Fonctionnement de l'Etat à la Ville de Grenoble se montera au maximum à 23 millions d'euros sur cinq ans, pour la période 2013 - 2017 – et non pas 20 millions par an comme vous le répétez en manipulant la vérité budgétaire.

Dans cette même période de 5 ans, le budget de la Ville de Grenoble devrait atteindre un total proche de 2 milliard d'euros – (+/- 350 millions par an, fonctionnement et investissement). Sur ces 2 milliards d'euros de budget, la baisse de 23 millions des dotations de l'Etat ne représente que 1,8%.

Vous, champion auto proclamé de la sobriété, « signe du nouveau monde » que vous affirmez mieux comprendre et même incarner, ne seriez pas en mesure de gérer cet effort, certes important, mais largement à la portée d'une ville comme Grenoble...

Les Grenoblois ne s'y trompent pas. Ils vous tiendront responsable de la destruction du service public municipal que vous vous apprêtez à engager. Seul le résultat de votre gestion est aujourd'hui en cause. S'il fallait la résumer, en deux ans, c'est l'explosion de la dette, la baisse catastrophique des investissements, le creusement du déficit et le passage à une épargne nette négative (avant même d'investir le premier euro, nous sommes obligés d'emprunter !) et ces choix budgétaires ne peuvent en aucun cas être justifiées par la baisse des dotations de l'Etat.

Depuis deux ans vous avez multiplié les dépenses inconsidérées et les choix incohérents en matière de finance publiques :

Les débats concernant le Compte Administratif 2015 éclaireront les Grenoblois sur votre gestion.

Il est cependant possible d'évaluer les manques à gagner causés par vos décisions, les dépenses qui auraient pu être évitées et les projets et subventions qui ont été annulés (donc les économies réalisées) à un solde de 7 millions d'euros, alors que la baisse de la DGF pour 2015 est de 5,56 millions.

Pour la seule année 2015 :

- Vous avez privé la collectivité des recettes de publicité par le non renouvellement du contrat d'affichage public. Ce sont 650 000 euros par an, soit près de 4 millions sur 6 ans de mandat et de nouvelles dépenses pour assurer le fonctionnement des totems « provisoires » d'information ; avec le nouveau matériel et ses coûts d'entretien la facture atteint 1 Millions €.
- Vous avez acheté le 31 décembre 2015 pour 8 millions d'euros « cash » un bâtiment du Crédit Agricole inutilisable avant 2018 au plus tôt, et sans avoir présenté comme l'impose la loi un plan budgétaire pluriannuel puisque cet investissement immobilier engage les finances municipales sur plusieurs années, bien au-delà de 2018. Vous savez que nous avons estimé que l'achat en soi était intéressant pour la collectivité. Ses conditions de réalisation démontrent que la ville possède encore des marges financières importantes, contredisant votre discours...
- Vous avez multiplié les plans sociaux couteux et peu soucieux des personnels, Palais des sports (500 000 €), GIE Agir (530 000 €), La Régie 2C ...
- Vous avez décidé la reprise en gestion directe du Palais des Sports pour un coût que vous refusez de présenter avec des chiffres sincères et clairement présentés. A ce jour, le seul évènement d'envergure pour l'année 2016 est le concert des « Insus »...Les Grenoblois paient le fonctionnement d'un établissement qui ne fonctionne pas...ou alors fermé au public !
- Vous avez créé l'inutile Régie Lumière, (1 Million d'€)
- Vous avez lancé la Fête des tuiles : de 350 000 à 500 000 € par an...

Vous aviez pourtant parallèlement arrêté des politiques publiques et le soutien à des structures sans profiter des économies importantes générées

- **Vous avez annulé le « projet cœur de ville, coeur d'agglomération » : 2,5 millions d'€**
- **Vous avez supprimé la subvention aux Musiciens du Louvres : 450 000 €**
- **Vous avez annulé ou allongé les délais de projets immobiliers porté par les aménageurs SAGES et InnoVia (plus de 20 millions d'€ ?)**

Sans oublier les coûts à venir

- Rachat des terrains et des locaux du GRETA à un promoteur dont le permis de construire a été illégalement retiré puisqu'un protocole transactionnel a été signé avec lui : coût pour la ville 1,2 million d'euros
- Mise à disposition pour un euro symbolique par an pendant 60 ans d'un terrain municipal à la future coopérative d'habitants Graine de Bitume : Manque à gagner pour la ville : 212 000 euros (valeur vénale du terrain telle qu'évaluée par les domaines)
- Lancement du projet « Cœur de Ville Cœur de Métropole » sans aucune étude d'impact...aucune étude réelle des coûts pour la ville et une enveloppe d'investissement prévisionnelle qui semble insuffisante à de nombreux partenaires...
- Lancement du projet de réaménagement d'Alpexpo (400 logements et un parking en ouvrage, pour un total estimé à plus de 20 millions d'euros) sans en avoir obtenu le mandat du conseil municipal de Grenoble ni du conseil métropolitain, alors que la loi vous y oblige.

Sans oublier les transferts vers la Métropole et les mutualisations

- Transferts de personnel
- Transfert de dette (85 millions), CLECT, équipements sans impact sur la fiscalité communale à la baisse...et dans le même temps, la dette de la ville a augmenté de 21M€ !

Depuis deux ans vous avez aussi

- Organisé l'effondrement de l'investissement avec une chute d'environ 20M€ en deux ans. Les investissements de la ville s'effondrent de 60M€ en 2013 à 40 M€ en 2016 sans mesurer les conséquences à long terme de cette politique pour le dynamisme et l'attractivité de la ville
- **Dans le même temps, l'autofinancement de la ville, c'est-à-dire l'épargne dégagée sur le fonctionnement connaît une dégradation, soit de 4M€ en positif en 2013, à -12M€ en 2016 !**

Il est légitime en fonction des chiffres, qui sont ceux du retrait réel de l'Etat (et non de ceux que vous manipulez) qui touche Grenoble, comme toutes les collectivités de France, que vous expliquiez clairement où va l'argent ! ce décalage entre la réalité de ce retrait, et la situation budgétaire que vous avez trouvé (là aussi loin d'être la faillite affirmée par votre

équipe) méritera rapidement que les instances de contrôle de l'activité des collectivités locales soient saisies.

Depuis deux ans vous avez augmenté les recettes et affirmez avoir réduit les dépenses.

Sans le dire vous avez renoncé à votre engagement de « ne pas augmenter la pression fiscale » en utilisant les leviers directs et indirects de l'augmentation de la fiscalité des Grenoblois !

- **En augmentant les impôts** : les bases des taxes foncières et d'habitation ont augmentées en 2015 et 2016 sans que la ville ne compense ces hausses par une baisse des taux,
- **En rendant payant ce qui était gratuit** : les activités périscolaires aujourd'hui, les rencontres du cinéma de montagne hier ...
- **En réduisant le périmètre du service public municipal** par la diminution des moyens humains et matériels mais aussi par la restriction de l'accès aux équipements,
- **En recourant massivement à l'endettement**, les impôts de demain, tout en ne réalisant pas les investissements indispensables aujourd'hui,
- **En augmentant les tarifs** : le stationnement et les cantines scolaires aujourd'hui, hier les bibliothèques, les Musées, ...
- **En baissant drastiquement les subventions** que vous imposez sans état d'âme ni discernement aux associations et acteurs locaux

L'impact financier de ce train de mesures dépasse largement le montant de la baisse des dotations de l'Etat.

Votre politique consiste en un matraquage tarifaire et financier dont les Grenoblois sont les seules victimes !

Les difficultés que vous rencontrez et les coupes sombres que vous préparez sont de votre seule et entière responsabilité car elles sont le résultat de vos choix politiques.

Ces difficultés, vous vous évertuez à les multiplier par vos décisions et prises de position, et vous construisez patiemment l'assèchement des recettes de la ville :

- **En stigmatisant sans cesse nos partenaires** que sont l'Etat, et les autres collectivités locales et en revenant sur les engagements européens comme le Lyon-Turin, vous mettez en péril leur participation et leur niveau de financement aux projets grenoblois et métropolitains.
- **En ne respectant pas ces mêmes partenaires, lorsque vous décidez seuls de baisses de subvention, ou de suppressions de celles-ci sans aucune concertation, ni information préalable,**
- **En limitant ou en supprimant les projets d'urbanisme** vous restreignez le logement mais aussi l'activité économique et l'emploi d'aujourd'hui et vous tirez un trait sur les recettes fiscales de demain (plusieurs millions par an à partir de 2016-2017)

suite à l'annulation ou à l'allongement des délais de projets immobiliers (Esplanade, retardement de Cambridge etc.).

- **En revenant sur ce qui fait la renommée de Grenoble et en laissant la "qualité de Ville" se dégrader**, vous n'incitez pas les entreprises à s'installer et vous en conduisez d'autres à quitter Grenoble et l'agglomération

Deux ans après votre élection, vous n'êtes plus actif qu'en matière de communication et de déconstruction c'est inquiétant.

- Vous avez orchestré une communication alarmiste sur l'état des finances de la ville en 2014, manipulation grotesque de l'opinion publique que votre propre « audit interne » a démonté,
- Vous avez usé et abusé de la menace de faillite et de mise sous tutelle en 2015,
- Vous avez théâtralisé les risques en privant les Grenoblois de l'accès aux services publics municipaux le 25 novembre 2015,

Aujourd'hui, vous multipliez les interventions pour laisser croire aux Grenoblois que la baisse des dotations de l'Etat serait responsable des mesures de destruction du service public municipal que vous vous apprêtez à effectuer.

Vous annoncez par voie de presse avant d'en informer les Grenoblois

« Supprimer des postes à la mairie, fermer des équipements, retarder certains projets, comme la gratuité des transports publics pour les 18-25 ans, moins d'argent pour le secteur associatif; culturel et pour la solidarité. » « Notre réseau de proximité (bibliothèques, maisons des habitants, etc.) pourra être touché.

Les Grenoblois ne croiront pas que la baisse de la qualité du service public à Grenoble est due à la baisse des dotations de l'Etat.

La Ville de Grenoble a parfaitement les moyens de participer à l'effort national de redressement des comptes publics à hauteur de 1.8% par an sans que le service public soit lourdement affecté.

Nous vous demandons de suspendre le plan d'économies et de coupes sombres dans le service public que vous vous apprêtez à engager.

Nous exigeons de vous l'arrêt de ce plan de destruction massif dont beaucoup de Grenoblois et d'agents de la Ville s'inquiètent et s'alarment :

- fermetures d'équipements publics (bibliothèques, Maisons des Habitants,...)
- hausses tarifaires sans concertation ni information préalable
- baisse du budget du CCAS et remise en cause des politiques sociales auprès des Grenoblois les plus en difficultés, de la petite enfance et de nos aînés
- réduction de l'emploi public
- réduction des horaires d'accès aux services publics
- réduction du champ de la santé scolaire
- réduction des interventions municipales auprès des écoles
- réduction de la restauration municipale
- baisse des subventions
- utilisation du levier fiscal
- vente d'une partie du patrimoine de la ville sans concertation (centre de loisirs, serres municipales...)

Au moment où les membres de votre majorité n'hésitent à répondre aux Grenoblois inquiets du nouveau matraquage financier qui multiplie les tarifs du stationnement par trois, « c'est un choix politique, nous assumons totalement ce choix », il est temps aujourd'hui que vous n'assumiez pas seulement les choix mais également les conséquences de ceux-ci.

La réalité politique de ces choix, est en fait la mise en place d'une politique qui ne se tourne plus vers les objectifs de solidarité, de développement de la ville pour tous, de développement économique, de richesse culturelle associative et sportive, qui limite son ambition éducative, qui ne renouvelle pas le champs de l'éducation populaire... et qui ne prend plus en compte la ville dans son ensemble en s'abritant derrière un faux discours de gestionnaire qui a du mal à masquer l'absence de projet et de perspectives pour cette « ville de demain » que vous n'êtes pas capable de présenter et d'anticiper...

Monsieur le Maire, nous ne pouvons plus nous contenter des habituels effets de manche, rejetant la faute sur d'autres, attaquant et mettant en cause des personnes ou des équipes passées, sans vous rappeler que c'est votre décision dont il est question aujourd'hui.

Au-delà de la cruauté des chiffres et de la réalité de ceux-ci, il s'agit de votre gouvernance, de votre capacité à infléchir le cours des événements et à mobiliser tous les acteurs qui est en cause. Vous l'aurez compris, notre inquiétude ne fait que reprendre les nombreuses questions et interpellations dont vous et votre équipe êtes régulièrement et publiquement l'objet depuis de nombreux mois sans qu'aucune réponse ne soit apportée à celles-ci, jusqu'à ce « plan de refondation » qui est en fait un plan de destruction massif.

En espérant que vous entendrez cette demande de transparence et que vous saurez intégrer la donne nouvelle créée par les mesures annoncées par le Président de la République pour reprendre la copie que vous souhaitez imposer aux Grenoblois, nous vous prions de croire en notre considération.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Maire, à l'assurance de notre considération distinguée.

Jérôme SAFAR



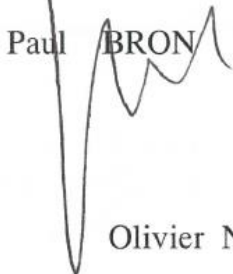
Anouche AGOBIAN



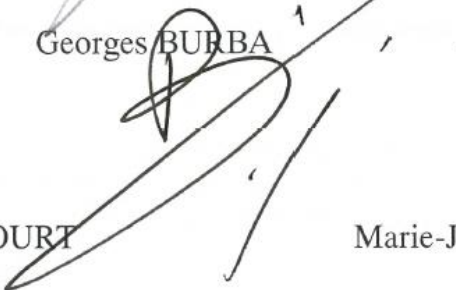
Sarah BOUKAALA



Paul BRON



Georges BURBA



Jeanne JORDANOV



Olivier NOBLECOURT



Marie-José SALAT

